

Une Semaine à...

Moselle-Luxembourg / CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE

Clément Beaune : « Oui, on peut amplifier la logique de cofinancement »

À la sortie de la conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise, le **SECRETÉNAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EUROPÉENNES**, Clément Beaune, qui représentait le gouvernement aux côtés de Jean-Baptiste Djebbari, ministre des Transports, a dit à « La Semaine » ce qu'il retenait de **CETTE CIG TANT ATTENDUE**.

Que reprenez-vous de cette conférence intergouvernementale que vous avez présidée ce mardi à Esch Belval ?

Clément Beaune « C'était la première CIG depuis longtemps, depuis cinq ans. Nous voulions d'abord consolider et amplifier la logique de 2018, c'est-à-dire celle du codéveloppement et du cofinancement de projets concrets. La première bonne nouvelle, même si elle était connue, ce sont les 110 millions d'euros de financement luxembourgeois sur les questions de mobilité. Avec une affectation confirmée de 50 millions pour le centre de maintenance ferroviaire de Montigny-lès-Metz et un travail sur l'automatisation des voies et des rames. Le deuxième résultat concret porte sur le télétravail frontalier, avec un re-

haussement de 29 à 34 jours télétravaillés exonérés. On se donne six mois pour le graver dans la loi. Ce geste harmonise avec ce qui se fait déjà entre la Belgique et le Luxembourg. Nous aurons peut-être une discussion supplémentaire dans les mois qui viennent pour voir si on ouvre davantage. Le troisième élément important concerne les formations de santé : le Luxembourg financera les formations des étudiants en médecine qui, après trois premières années à l'Université du Luxembourg, viennent faire leur post-licence en France. Pour moi, ce sont les trois choses les plus importantes, même si on a signé huit accords de coopération notamment sur la participation des collectivités françaises à Esch 2022, sur des coopérations très concrètes en matière de

services de police et de douane. »

Quelle est la prochaine étape et comment mieux associer les élus locaux qui ont dénoncé avant cette conférence un manque de travail en commun ?

« On s'est dit déjà qu'il ne fallait pas attendre cinq ans avant de faire d'autres CIG. On a convenu avec la ministre luxembourgeoise qu'on ferait un point de suivi en milieu d'année 2022. Côté franco-français, nous allons réfléchir sous l'égide du préfet de Moselle à un schéma de concertation régulier. Ce qu'il manque, c'est sans doute une meilleure concertation franco-française qui ne soit pas uniquement en amont des CIG même si je pense qu'on n'a jamais fait autant de préparation avec les élus, avec notamment trois réunions de concertation. Nous pourrions

avoir trois à quatre réunions par an entre l'État et les élus concernés pour suivre les dossiers et avoir une position plus structurée entre nous avant d'aller parler avec les partenaires luxembourgeois. La CIG c'est très bien mais ce n'est pas l'alpha et l'oméga de la collaboration franco-luxembourgeoise. Des relations existent entre le Luxembourg et la Région, avec les deux Départements de Moselle et Meurthe-et-Moselle, etc. Il ne s'agit pas de casser cela mais de se concerter pour ne pas avoir des canaux de discussions multiples ou contradictoires. »

Peut-on selon vous aller plus loin sur le financement luxembourgeois ?

« Il ne s'agit pas dès le lendemain de dire "on veut plus d'argent", d'abord parce qu'on n'a pas dépensé les 110



Clément Beaune

millions obtenus en 2018. Mais oui, on veut amplifier la logique de codéveloppement, ce n'est pas la fin de l'histoire. On peut prolonger, je n'ai pas d'enveloppe magique dans la main aujourd'hui mais je suis sûr qu'on peut amplifier cette logique de cofinancement de projet dans les années qui viennent. La priorité aujourd'hui était de montrer que la logique de 2018 fonctionne, que le financement luxembourgeois soit fléché sur des projets utiles aux frontaliers. »

Propos recueillis par Stéphane Getto